

Le visage social contrasté de la pandémie de Covid-19

Anne Lambert,
Joanie Cayouette-Remblière,
sociologues,
Institut national d'études
démographiques (Ined).

Le confinement a bouleversé l'organisation domestique des ménages. En supprimant les collectifs de travail, de loisirs, de voisinage, en mettant à l'arrêt les écoles, en réduisant les occasions de rencontre entre les groupes sociaux et le rôle de l'espace public, ce dernier a renforcé la place du logement dans le déroulement de la vie quotidienne et renfermé les ménages sur eux-mêmes. Pour une personne sur huit, le confinement a même produit un changement important de leur cadre de vie, en provoquant un changement de logement, ou une évolution de la composition du ménage, ou les deux événements à la fois. Selon l'enquête Coconel « Logement et conditions de vie » (voir encadré), 13 % de la population adulte en France métropolitaine a ainsi été concernée par un tel changement. Dans tous les cas, le confinement a impliqué une renégociation de l'ordre domestique et impliqué des évolutions de l'usage du logement. Ces pratiques se sont déroulées à huis clos, le plus souvent, engageant des rapports sociaux de classe, de genre et d'âge.

Cette enquête, décrivant et analysant les conditions de vie, a permis de révéler les inégalités entre ménages en matière de logement, d'espace personnel pour le travail et les loisirs, mais aussi d'entraide dans le voisinage. Elle a souligné l'importance des écarts de ressources personnelles que les uns et les autres pouvaient mobiliser pour desserrer l'étau matériel et moral de la crise (un bureau pour travailler, un logement secondaire, etc.). Elle a rappelé le caractère

multidimensionnel des inégalités et leur logique cumulative, entre catégories sociales, genre et générations [1]. Ainsi, la dégradation des conditions d'existence et du vécu quotidien a été plus forte pour les jeunes, les femmes et les ménages modestes et a eu des répercussions sur la santé des individus (voir article p. 8 dans ce dossier).

Le logement, nœud des inégalités

Pendant le premier confinement, 7 % des Français ne résidaient pas dans leur logement habituel. Dans trois quarts des cas, ils sont allés chez un membre de la famille, plus rarement dans une résidence secondaire ou chez un ami. 12 % des habitants de la Région parisienne ont quitté leur domicile (contre 6 % pour le reste du territoire) et un tiers des jeunes de 18 ans à 24 ans, la plus forte proportion d'entre toutes les catégories. En réalité, les départs concernent davantage les deux extrémités de l'échelle sociale : 6 % des individus appartenant aux ménages aisés¹ sont partis, ainsi que 12 % des individus appartenant à un ménage pauvre. Si les premiers ont rejoint une résidence secondaire, les seconds ont été pour la plupart logés par un proche. Par contraste, la quasi-totalité (98 %) des ménages autour du niveau de vie médian² sont restés dans leur logement habituel, à la fois parce qu'ils n'ont pas le même niveau de patrimoine que les plus aisés, mais aussi parce qu'ils ont plus souvent continué à travailler à l'extérieur de leur domicile, dans des emplois où le télétravail était impossible.

Les motifs de départ ont varié. Dans l'ensemble, celles et ceux qui ont changé de logement déclarent comme première motivation la crainte de l'isolement (27 % des cas) et l'aide aux autres (20 %), avant le manque d'espace extérieur (15 %).

L'ESSENTIEL

■

➤ **La Covid-19, crise sanitaire d'ampleur inédite, s'est aussi doublée d'une crise sociale. Cette période, et particulièrement le confinement, a révélé et accentué les inégalités de conditions de vie et de travail entre les catégories sociales, entre les classes d'âge, et entre les femmes et les hommes. L'enquête Coconel « Logement et conditions de vie », réalisée en avril et mai 2020 en France métropolitaine, montre que la dégradation du vécu quotidien a particulièrement affecté les ménages modestes, les jeunes et les femmes.**

Pour les ménages aisés, c'est toutefois le confort de vie qui a constitué la motivation première. Le patrimoine a dès lors joué un rôle déterminant. Toutes choses égales par ailleurs, les personnes possédant une résidence secondaire ont cinq fois plus souvent quitté leur logement habituel que les autres. Enfin, les couples avec enfants sont significativement moins partis.

Un sentiment d'isolement plus répandu chez les femmes

Cependant, le changement du cadre de vie a aussi pu venir de la modification de la taille et de la structure du ménage, que les individus soient restés ou non dans leur logement habituel. Ainsi, pour 9 % d'entre eux, la composition du ménage a changé, que ce soit parce que de nouvelles personnes (enfants, conjoint, etc.) sont venues s'installer, soit parce que certaines sont parties. En outre, le confinement a renforcé la pression sur l'occupation du logement et sur les situations de surpeuplement. Ainsi, un ménage sur dix a vécu dans un logement surpeuplé – au sens de l'Institut national de la statistique

Dossier

Inégalités sociales de santé : les leçons de la crise Covid

et des études économiques (Insee) – pendant le confinement et 11 % ne possédaient aucun espace extérieur (jardin privatif ou partagé, cour, balcon, loggia, etc.). Les propriétaires sont apparus, de ce point de vue, nettement mieux lotis que les locataires : seuls 4 % des premiers n'avaient aucun espace extérieur, contre 20 % des seconds. Le fait de disposer d'un extérieur dépend aussi fortement de la profession et du niveau de vie : seuls 6 % des cadres en sont dépourvus, contre 14 % des ouvriers, artisans et commerçants. Enfin, 4 % des individus appartenant aux ménages les plus riches vivaient dans un logement dépourvu d'espace extérieur, contre 20 % de ceux qui font partie des ménages les plus pauvres.

L'expérience du confinement dépendait des conditions de logement, mais aussi de la composition du voisinage (présence de proches, parents, amis, etc. autour du logement) et des services qui s'y échangeaient. Ainsi 38 % des individus déclaraient se sentir isolés dans leur logement ou dans leur quartier, une proportion plus de deux fois plus forte pendant cette période qu'en temps normal. Le sentiment d'isolement était plus fort chez les femmes (41 % contre 35 % chez les hommes), les ménages pauvres (45 %) et les jeunes (44 %). Les cadres, s'ils avaient moins souvent de la famille à proximité, compensaient avec des relations

de voisinage plus fortes et se sont sentis moins isolés. Inversement, le confinement a pu augmenter le sentiment d'isolement de personnes auparavant plus tournées vers d'autres formes de sociabilité que familiale, comme les jeunes.

Vulnérabilités cumulées pour les jeunes

Les 18-24 ans constituent la tranche d'âge qui a cumulé le plus de vulnérabilités, à la fois résidentielles, matérielles et relationnelles, pendant le confinement. Leurs conditions de vie se sont dégradées fortement : 39 % ont connu une diminution de leurs revenus (contre 31 % de la population en métropole), 20 % ont rapporté avoir eu des difficultés à payer leur loyer, crédit immobilier ou charges au cours des douze derniers mois (contre 13 %) et 32 % d'entre eux craignaient de ne pas être en mesure de le faire au cours de l'année à venir (contre 24 %).

Ces vulnérabilités ne sont pas nouvelles, mais elles ont été renforcées durant cette période. Les jeunes vivent en effet plus souvent dans des logements petits avec une moyenne de 36 m² pour vivre (contre 48 m² par personne dans la population générale). Ils sont plus souvent locataires du parc privé (32 %, contre 22 %) ou hébergés chez des proches (29 %, contre 7 %). Sur le marché du travail, leur situation n'est pas meilleure avec

en moyenne des revenus plus faibles, un sur-chômage (20 %, contre 14 % de la population dans l'Hexagone). Les 18-24 ans travaillent aussi davantage que les autres actifs avec un contrat précaire ou sans contrat de travail (38 % contre 13 %). Sans surprise, les jeunes sont donc ceux pour qui les répercussions de la crise sanitaire et économique ont été les plus fortes.

Certains ont pu compter sur la solidarité des parents. Pour les autres, la fragilité des liens sociaux est venue s'ajouter aux inégalités économiques et résidentielles, expliquant la très forte progression du sentiment d'isolement chez les jeunes : 44 % d'entre eux déclaraient se sentir isolés pendant le confinement, quand ils n'étaient « que » 24 % auparavant. C'est le cas de 46 % de ceux qui sont restés dans leur logement habituel, contre 38 % de ceux qui ont pu en partir.

Au sein des familles, certains ont bénéficié de conditions favorables à la poursuite des études (ordinateur ou pièce personnelle, etc.), d'autres non. Les filles ont été mises plus fortement à contribution que les garçons pour la préparation des repas, le ménage ou encore l'aide aux autres membres de la fratrie, d'autant plus que la mère travaillait à l'extérieur du foyer. Ainsi, Aude³, lycéenne de 18 ans en terminale, a pris en charge les tâches domestiques et s'est occupée de son petit frère de 3 ans pendant que sa mère, infirmière, travaillait ; son frère jumeau était le seul à bénéficier d'une chambre à lui, tandis qu'elle partageait sa chambre avec le petit. Elle a souffert de ne plus pouvoir étudier sereinement, de devoir renoncer aux espaces collectifs de son quartier populaire (comme la maison des jeunes et de la culture – MJC), et elle a expérimenté ce sentiment contradictoire de se sentir à la fois isolée et sursollicitée.

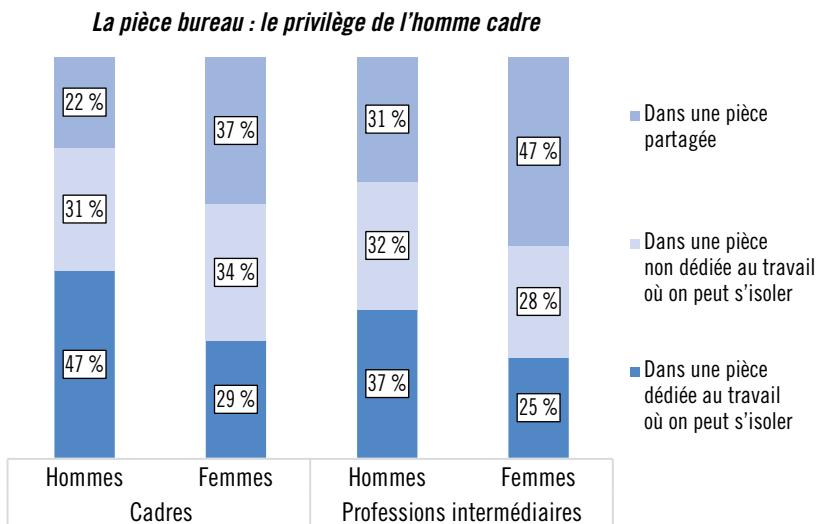
Le poids de la situation professionnelle

Des différences sociales fortes sont ainsi apparues à l'occasion de la crise sanitaire, rappelant les inégalités d'emploi et de conditions de travail qui traversent la société française. Parmi les actifs ayant un emploi avant le début du confinement, seuls 58 % travaillaient encore, sur site ou en télétravail, à la septième semaine

COCONEL, ENQUÊTE QUANTITATIVE ET SOCIOLOGIQUE

L'enquête Coconel « Logement et conditions de vie » a été réalisée *via* Internet par l'Institut national d'études démographiques (Ined), en partenariat avec le consortium Coconel, l'Agence nationale de la recherche (ANR), l'Institut de recherche pour le développement (IRD), et l'Ifop, en avril-mai 2020, auprès d'un échantillon de 2 003 individus représentatifs de la population adulte vivant en France métropolitaine. Le questionnaire portait sur l'évolution des conditions de logement, de travail et d'emploi, de revenus, les échanges de services dans le voisinage, et le sentiment

de bien-être, pendant la crise sanitaire. Un volet qualitatif a permis de réinscrire la dynamique des inégalités observées dans le temps long des parcours de vie, et de cibler certaines populations peu accessibles par les enquêtes statistiques (travailleurs sans statut, ménages à la rue ou, au contraire, familles les plus aisées). Une série de 21 portraits sociologiques de familles a été réalisée au printemps 2020 sur le territoire métropolitain, des grandes villes aux espaces périurbains et aux territoires ruraux isolés, pour sonder la diversité des expériences sociales du confinement.



Source : enquête Coconel « Logement et Conditions de vie », Ined, 2020.

Champ : ensemble des cadres et professions intermédiaires en télétravail à la huitième semaine du confinement, France métropolitaine.

de confinement. Cette situation explique que 31 % des individus déclaraient une chute des revenus dans leur ménage, 24 % craignaient des difficultés pour payer leur loyer, crédit immobilier ou charges dans les douze prochains mois et 7 % redoutaient même de perdre leur logement. Certaines professions (artisans et commerçants, ouvriers) et les ménages aux revenus modestes ont été particulièrement touchés. Les catégories intermédiaires de la population ont également été gagnées par cette crainte.

Parmi les cadres, 67 % ont poursuivi leurs activités professionnelles, dont deux tiers en télétravail. Ce sont les professions intermédiaires qui ont continué le plus massivement à travailler (70 % d'entre elles), dont seulement la moitié en télétravail. Les employés et les ouvriers ont été plus atteints par l'arrêt de leur activité professionnelle que les cadres et professions intermédiaires (respectivement 53 % et 49 % d'entre eux), mais quand ils travaillaient, c'était presque toujours à l'extérieur du domicile.

Le confinement a aussi renforcé les inégalités sexuées face au travail, en termes de continuité de l'emploi comme de conditions d'exercice. Parmi les actifs occupés, 55 % des femmes continuaient de travailler fin avril 2020, contre 61 % des hommes. Si la même part d'hommes et de femmes étaient en télétravail, ils ne l'étaient pas dans les mêmes

conditions : 48 % des femmes en télétravail étaient confinées avec un ou plusieurs enfants, contre seulement 37 % des hommes. En outre, les hommes télétravailleurs étaient proportionnellement plus nombreux que les femmes télétravailleuses à disposer d'un espace personnel dédié au travail, y compris à position socio-professionnelle équivalente : 39 %, contre un quart des femmes, qui partageaient le plus souvent leur espace de travail avec les autres membres du ménage, enfant ou adulte.

Des inégalités sexuées

Les portraits de famille réalisés dans le cadre de l'enquête montrent que cette situation a exposé les femmes à une interruption plus forte de leur activité professionnelle en journée et à une sollicitation plus forte pour le travail domestique et parental. Cela a également contribué au report des heures de travail en soirée ou en horaires décalés, générant au final un sentiment de difficultés personnelles et subjectives plus marqué que pour leurs homologues masculins. En outre, vivant plus souvent avec des enfants à charge (par exemple, dans le cas des familles monoparentales), les femmes ont été, en moyenne, plus fortement exposées aux situations de surpeuplement dans leur logement pendant le confinement. Dans ces conditions, leur accès aux loisirs est apparu plus compliqué, tant au sein du domicile qu'à l'extérieur. À situation d'emploi

égale, elles sont sorties moins souvent que les hommes et ce quel que soit le motif invoqué (courses de première nécessité, activité sportive), accentuant les dynamiques d'enfermement domestique.

Aussi, si la pandémie de Covid-19 a d'abord constitué une crise sanitaire, elle a aussi été une crise sociale majeure en révélant et en accentuant les inégalités de conditions de vie et de travail entre les classes, les classes d'âge, mais aussi entre les femmes et les hommes. En affectant davantage certaines catégories de population, elle n'a pas seulement mis en lumière des écarts de situation, elle a accéléré le creusement d'inégalités observé depuis le tournant des années 2000, alors que la période des Trente Glorieuses avait au contraire contribué à réduire les écarts entre les groupes sociaux et les sexes. L'essor des formes atypiques d'emploi et la précarisation du marché du travail, les difficultés accrues des jeunes générations sur les marchés du logement et de l'emploi, ou encore la relative inertie des inégalités de prise en charge des tâches domestiques et des inégalités dans la sphère professionnelle, constituent autant de brèches dans lesquelles la crise du printemps 2020 s'est engouffrée. ■

1. Les ménages aisés désignent ceux qui disposent de plus de 2 460 euros mensuels par unités de consommation (UC).

2. Entre 1 320 € et 1 857 € par UC.

3. Voir le portrait réalisé par Grégory Busquet. In: Lambert A, Cayouette-Remblière J., *L'explosion des inégalités. Classes, genre et générations face à la crise sanitaire*, 2021 : p. 343-355.

Pour en savoir plus

- Lambert A, Cayouette-Remblière J., *L'explosion des inégalités. Classes, genre et générations face à la crise sanitaire*. Éditions de l'Aube, 2021.
- Lambert A, Cayouette-Remblière J., Guérat E, Bonvalet C, Girard V, et al. *Logement, travail, voisinage et conditions de vie : ce que le confinement a changé pour les Français*. Coconel, note de synthèse n° 10 – vague 6. Aubervilliers : Ined. 2020 : 16 p.
- En ligne : <https://www.ined.fr/fichier/rte/General/ACTUALIT%C3%89S/Covid19/note-synthese-Cocovi-finale.pdf>
- Peretti-Watel P. (dir.) *Huis-clos avec un virus : comment les Français ont vécu le premier confinement ?* Lille : Editions du Septentrion, 2022.